



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e trimestre 2025

Au deuxième trimestre 2025, l'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon présente un bilan contrasté. L'inflation est éte par rapport au trimestre précédent, alors qu'elle progresse de 0,8 % en France et de 0,6 % au Canada. Dans le détail ; les prix de l'alimentation se stabilisent, ceux de l'énergie continuent de baisser, tandis que le coût des services progresse modérément.

Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi diminue (-2,7 % pour la catégorie A), tandis que les offres d'emploi recensées reculent nettement. Sur l'ensemble du premier semestre, la consommation des ménages, portée principalement par l'alimentaire, progresse en valeur sur un an (+10,1 %) mais recule en volume (-1,2 %). L'encours des crédits à la consommation à la fin du semestre est également en hausse (+4,3 %). En revanche, au cours de la même période, les importations de biens d'investissement enregistrent une baisse significative, tant en valeur (-2,2 %) qu'en volume (-56,2 %) tandis que l'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises diminue à nouveau (-2,8 %).

Dans les principaux secteurs économiques, la saison de pêche a pris un départ moins favorable que prévu par rapport à l'année dernière (-27,7 % en volume), avec de fortes baisses sur les prises de flétan, de homard et de crabe des neiges et malgré une hausse exceptionnelle des prises de coquilles. La reprise du tourisme se confirme, avec une augmentation de 19,4 % du nombre de voyageurs étrangers sur un an. Enfin, les importations de ciment à destination du BTP restent en-deçà des niveaux habituellement observés sur cette période.

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

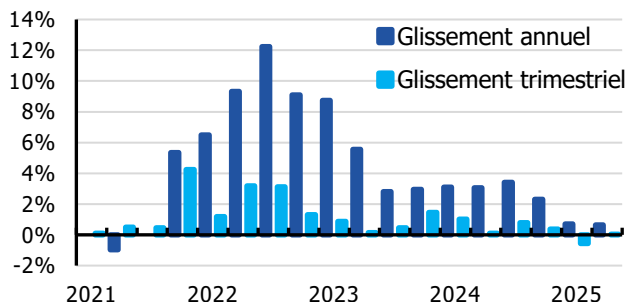
L'inflation reste stable par rapport au trimestre précédent

L'indice des prix à la consommation est resté quasiment stable au deuxième trimestre 2025, à +0,04 % en glissement trimestriel (g.t.), après un recul de 0,56 % au premier trimestre.

Cette stabilité globale masque toutefois des évolutions contrastées selon les postes. Alors que les prix de l'alimentation sont restés quasi stables, en très léger recul de 0,04 %, ceux de l'énergie ont poursuivi leur baisse (-1,34 %), principalement en raison du recul des prix des carburants. Les produits manufacturés ont également diminué de 0,29 %, une baisse largement due à celle des prix des véhicules. En revanche, les prix des services ont progressé de 0,38 %, portés notamment par l'augmentation des prix des services de restauration.

En glissement annuel, l'inflation a ralenti, atteignant +0,64 % après +0,71 % au trimestre précédent. La principale contribution à cette inflation provient des services (+1,65 %), notamment ceux de la restauration (+3,99 %). L'inflation annuelle est atténuée par la forte contraction des prix de l'énergie (-13,42 %). Localement, les prix administrés des carburants ont été baissés à deux reprises en décembre 2024 et mai 2025, en lien avec le repli des cours

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : Préfecture @IEDOM

mondiaux du pétrole. Ce dernier résulte de l'augmentation de la production de l'OPEP+ et d'une demande affaiblie par les tensions commerciales et l'incertitude économique. Elle a également été renforcée par la baisse du tarif réglementé de l'électricité en février 2025.

Au cours du trimestre, les prix de l'alimentation ont connu une accélération dans l'archipel, progressant de +2,03 % sur un an. Cette hausse est principalement due au renchérissement des fruits (+7,44 %), des boissons non alcoolisées (+5,96 %) et des confiseries et du sucre (+3,77 %). Ces produits connaissent également des évolutions à la hausse dans l'Hexagone. L'évolution des prix alimentaires à Saint-Pierre-et-Miquelon s'avère ainsi plus dynamique que dans l'Hexagone (+1,4 %). Elle reste toutefois inférieure à celle observée au Canada (+2,9 %), une différence qui pourrait être atténuée par un effet de change favorable.

Au total, l'écart d'inflation entre l'archipel et la France hexagonale s'est resserré de 0,3 point de pourcentage au cours de ce deuxième trimestre.

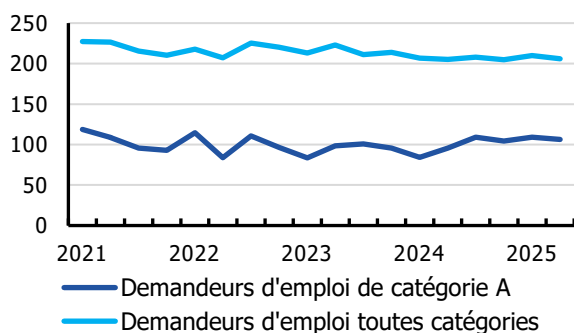
Repli simultané du chômage et des opportunités d'embauche

Au terme du deuxième trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM) inscrits en catégorie A s'est établi à 106 personnes, soit un recul de 2,7 % par rapport au trimestre précédent (CVS). Sur l'ensemble des DEFM de catégories A, B et C, la baisse a été légèrement moins marquée (-2 %) avec 181 inscrits.

Le nombre de bénéficiaires du RSA a augmenté également, passant de 66 à 67 personnes sur le trimestre, soit une hausse de 1,9 % (CVS).

En parallèle, le marché du travail s'est contracté du côté des employeurs. Seulement 29 offres d'emploi ont été enregistrées au cours du trimestre, ce qui représente une baisse significative par rapport aux 80 offres de la même période en 2024. Sur une période de douze mois

Indicateurs du marché du travail

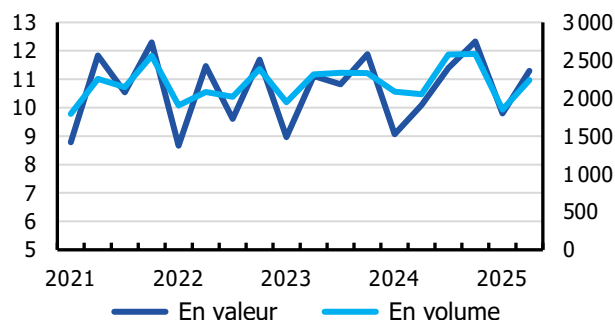


Source : France Travail @IEDOM

glissants, 194 offres ont été recensées, un volume également inférieur à celui observé l'année précédente (246).

La consommation des ménages progresse, stimulée par les achats alimentaires

Importations de biens de consommation (en millions d'euros et en tonnes)



Source : Douanes © IEDOM

Au deuxième trimestre 2025, la consommation des ménages a progressé fortement sur un an en valeur (+11,9 %) et en volume (+9,1 %). Au cours des six premiers mois de l'année, la consommation s'est inscrite également en progression en valeur (+10,1 %) alors qu'elle a reculé en volume (-1,2 %) par rapport à la même période en 2024.

Au cours du premier semestre, les importations de biens alimentaires ont progressé de 8,1 % en valeur, tout en diminuant légèrement en volume (-0,9 %). Cette divergence s'explique par des dynamiques de prix spécifiques aux différents produits. Par exemple, les importations de viande ont reculé en volume (-6,2 %) tout en augmentant en valeur (+8,6 %), reflétant une forte hausse des prix observée au Canada. De même, la progression des importations de cacao en valeur (+37,9 %) est le résultat direct des hausses de prix survenues au printemps, aussi bien en France qu'au Canada. À l'inverse, les importations de légumes ont diminué en valeur (-3 %) mais ont progressé en volume (+4,86 %), conséquence de la baisse des prix observée au Canada.

En ce qui concerne, les importations de biens non alimentaires, elles ont augmenté de 12 % en valeur, mais ont reculé de 6,9 % en volume. Cette divergence s'explique par plusieurs facteurs. La croissance en valeur est principalement due à une forte hausse des importations de produits pharmaceutiques (+20,8 % en valeur). La baisse en volume, quant à elle, est le résultat d'un recul important des importations de vêtements (-53,7 %), malgré une diminution plus modérée en valeur (-3,4 %). Les prix des articles d'habillement ont augmenté régulièrement depuis

le début de l'année, alors que les prix au Canada sur le textile se sont renchériss du fait de l'augmentation des droits de douane.

Enfin s'agissant des importations de biens durables sur le semestre, elles ont faiblement progressé en volume (+0,5 %) au cours du semestre, tout en enregistrant une hausse significative de 12 % en valeur. Cette augmentation est principalement due à la forte croissance des importations de voitures de tourisme (+21 % en valeur), ce qui se reflète également sur le marché automobile local, avec une hausse de 30,2 % des immatriculations de véhicules particuliers en glissement annuel.

Après un repli au trimestre précédent, l'encours des crédits à la consommation des ménages accordés par les établissements installés localement s'établit à 27,2 millions d'euros soit une hausse de 4,3 % en glissement trimestriel. Sur un an, l'encours enregistre également une progression de 7,9 %.

Au premier semestre, les importations de biens d'investissement sont en baisse

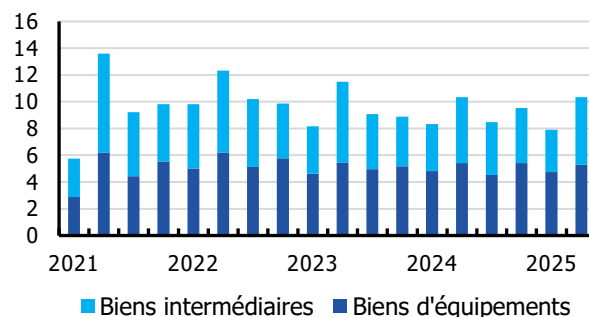
Au deuxième trimestre 2025, les importations de biens d'investissement des entreprises se sont stabilisées en valeur (+0,1 % en glissement annuel), tout en reculant fortement en volume (-68,1 %). Cette tendance se confirme sur le premier semestre, avec une baisse de 2,2 % en valeur et de 56,2 % en volume.

Cette forte contraction en volume est principalement due à la diminution des importations de biens intermédiaires (-58,1 % en volume), notamment des pierres. Les volumes d'importation de ces dernières avaient été particulièrement importants au premier semestre 2024 en raison des travaux d'élargissement du quai Avel Mad à Miquelon.

Les importations de biens d'équipement sont restées stables en volume (+0,1 %) sur le premier semestre, bien qu'elles aient baissé de 2 % en valeur. Cette baisse globale masque des évolutions contrastées : les importations de chaudières et d'engins mécaniques ont fortement progressé (+38,8 % en valeur), tandis que celles de machines et d'appareils électriques ont reculé (-31,9 %), après une forte hausse au premier semestre 2024 liée à l'importation de la nouvelle régie son de SPM La Première.

Sur le trimestre, l'encours des crédits d'investissement accordés par les établissements installés localement enregistre un nouveau repli (-2,8 %) pour atteindre 30,6 millions d'euros fin juin, soit une contraction de 9,6 % en glissement annuel.

Importations de biens d'investissement (en millions d'euros)



Source : Douanes © IEDOM

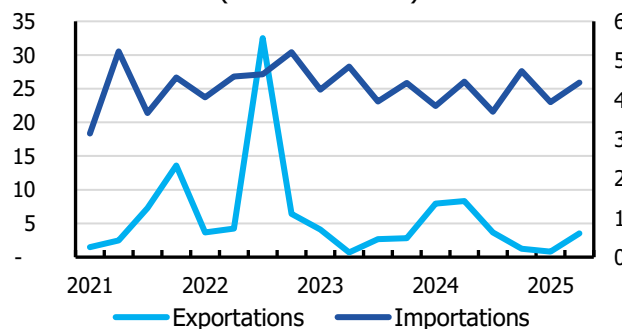
Les importations totales reculent nettement en volume

Au deuxième trimestre 2025, les importations totales de l'archipel ont fortement diminué en volume (-40,9 % en glissement annuel), tout en restant relativement stables en valeur (-0,5 %). Ce décalage s'explique principalement par la baisse des prix de l'énergie. Les importations de combustibles affichent en effet une contraction notable, tant en volume (-9,7 %) qu'en valeur (-23,8 %). Sur l'ensemble du semestre, les importations totales sont également en baisse en volume (-26,5 %) et quasi stables en valeur (+0,9 %), avec une diminution des importations de combustibles.

Du côté des exportations, leur valeur s'est élevée à 0,6 million d'euros, marquant une forte baisse de 57,9 % en glissement annuel, principalement en raison du recul des exportations de produits de la mer. En cumul depuis le début de l'année, le montant total des exportations atteint 0,7 million d'euros, en forte baisse de -73,4 %.

La balance commerciale reste déficitaire. Le taux de couverture s'est établi à 5,3 % ce trimestre.

Importations de biens d'investissements (millions d'euros)



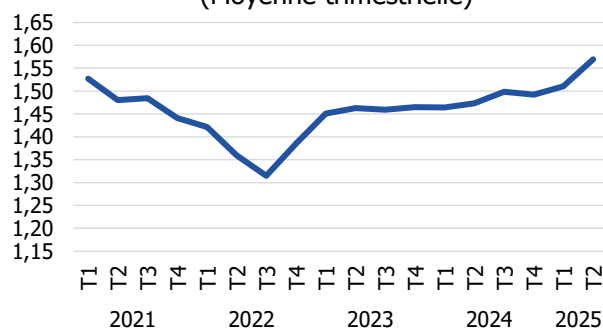
Source : Douanes @IEDOM

En moyenne trimestrielle, la parité EUR/CAD atteint son niveau le plus élevé depuis 15 ans

Au deuxième trimestre 2025, l'euro s'est échangé en moyenne à 1,57 CAD, contre 1,51 CAD au trimestre précédent soit une appréciation de 3,9 % en glissement trimestriel. Cette progression s'inscrit dans la continuité de la hausse amorcée en 2022 et marque la moyenne trimestrielle la plus élevée depuis 2009.

Par ailleurs, sur un an, la parité euro/dollar canadien sur le deuxième trimestre a progressé en moyenne de 7,3 %.

Taux de change EUR/CAD (Moyenne trimestrielle)

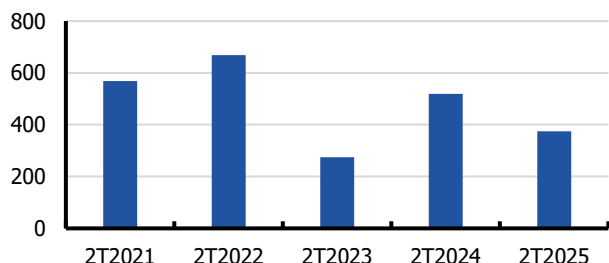


Source : Banque de France © IEDOM

La conjoncture dans les principaux secteurs d'activité

Les prises de pêche accusent un recul sur un an

Prises de pêche (en tonnes)



Source : DTAM/ Pôle Maritime

Au deuxième trimestre 2025, 375 tonnes de produits ont été débarquées, soit une diminution de 27,7 % en glissement annuel.

Ce fléchissement résulte du net repli des principales espèces pêchées dans l'archipel telles que le concombre de mer, dont aucune prise n'a été enregistrée sur la période (contre 63 tonnes au deuxième trimestre 2024). Les prises de flétan blanc ont fortement diminué (-79,8 %), passant de 105 tonnes à seulement 21 tonnes. Même tendance pour les homards, avec une baisse de 28,5 % (12 tonnes contre 17 tonnes). En raison d'une moindre disponibilité de la ressource dans les eaux de l'archipel, les captures de crabe des neiges ont enregistré également un net repli (-60,3 %), avec 119 tonnes pêchées, contre 301 tonnes un an plus tôt.

À l'inverse, la collecte de coquilles a progressé significativement, atteignant 214 tonnes (+576,9 % sur un an). Cette espèce a représenté plus de la moitié du total des volumes de prises débarquées ce trimestre.

Fin juin 2025, le volume total des prises a atteint environ 2 901 tonnes en cumul sur douze mois, soit une hausse de 26,5 % par rapport à l'année précédente.

Une fréquentation touristique en hausse

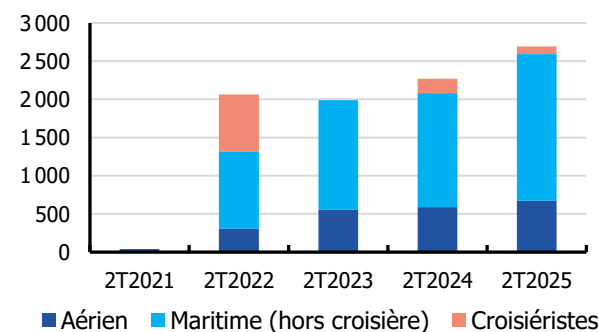
Ce deuxième trimestre 2025, Saint-Pierre-et-Miquelon a accueilli 2 737 touristes étrangers, soit une hausse de 19,4 % en glissement annuel. Il s'agit du niveau le plus élevé pour un deuxième trimestre depuis la crise sanitaire (+16,9 % par rapport à 2019).

Cette croissance s'est traduite par une hausse conjointe des arrivées maritimes (+19,1 %, soit 2 018 passagers) et aériennes (+20,4 %, soit 719 passagers). En revanche, la fréquentation des croisiéristes, qui ne représente qu'une part marginale du total (100 passagers), a reculé fortement sur un an (-47,1 %).

La répartition par nationalité reste stable par rapport aux trimestres précédents, avec une nette prédominance des touristes canadiens (2 282 personnes, soit plus de 80 % du total), suivis par les touristes américains (225 personnes).

Ainsi, la dynamique haussière amorcée début 2022 se confirme : le cumul des six premiers mois de l'année s'élève à 3 293 visiteurs étrangers, en hausse de 24 % par rapport à la même période l'année dernière.

Touristes étrangers par voie d'arrivée



Source : Police aux frontières/ Données 1er trimestre ©IEDOM

Les importations pour le secteur du BTP restent inférieures aux normales

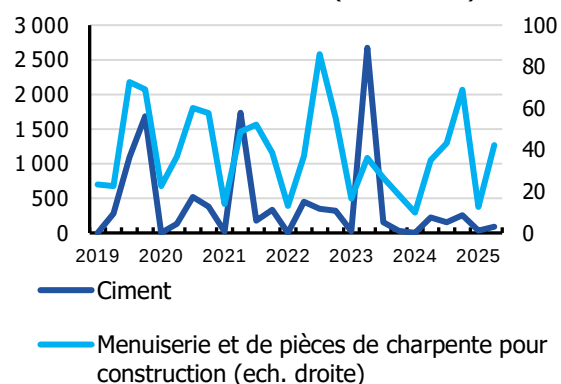
Au deuxième trimestre 2025, l'activité dans le secteur du bâtiment et des travaux publics a présenté des signaux contrastés.

Les importations de ciment ont fortement reculé, atteignant 89 tonnes contre 222 tonnes au deuxième trimestre 2024, soit une baisse de -59,9 % en volume et de -65,9 % en valeur. Ce niveau reste très en dessous de la moyenne de 711 tonnes observée pour cette période entre 2016 et 2024. Le même constat s'observe en cumul sur le début de l'année, avec une baisse des importations de ciment de -45,9 % en volume et de -40,3 % en valeur.

À l'inverse, les importations de menuiserie et de pièces de charpente ont augmenté de +20,6 % en volume, atteignant 42 tonnes, tout en restant

stables en valeur (-0,1 %). Cette hausse se confirme sur le cumul de l'année (+22,1 % en volume) et est supérieure de +11,4 % à la moyenne du deuxième trimestre de la période 2016-2024.

Importations à destination du secteur de la construction (en tonnes)



Source : Douanes ©IEDOM

La conjoncture régionale et internationale

Un taux directeur inchangé à 2,75 % malgré un apaisement partiel des tensions tarifaires

Au deuxième trimestre 2025, le PIB réel du Canada a diminué de 0,4 %, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent, principalement à cause de la chute des exportations de biens et de la baisse des investissements des entreprises en machines et matériel. Cette diminution a cependant été atténuée par une accélération de l'accumulation des stocks, une hausse des dépenses des ménages et la baisse des importations de biens.

L'inflation moyenne s'établit à 1,8 %, en repli par rapport au trimestre précédent (2,3 %). Après avoir ralenti en avril à 1,7 % sous l'effet de fortes baisses des prix de l'énergie, l'IPC est resté stable en mai avant de remonter à 1,9 % en juin. Ce rebond s'explique par une diminution moins prononcée des prix de l'essence et une hausse accrue des prix de certains biens durables, tandis que l'inflation hors énergie est demeurée relativement élevée à 2,6 % en moyenne sur le trimestre.

Sur le marché du travail, la dynamique est restée modérée. L'emploi a stagné en avril (+0,0 %) et en mai (+0,0 %), avant de connaître un rebond en juin (+0,4 %). Le taux de chômage, en moyenne à 6,9 % sur le trimestre, a progressé en avril (6,9 %) puis en mai (7,0 %), atteignant son plus haut niveau depuis 2016, avant de revenir à 6,9 % en juin.

Dans ce contexte, la Banque du Canada a de nouveau maintenu son taux directeur à 2,75 % en juin 2025. Elle souligne que, malgré un certain apaisement des tensions tarifaires entre les États-Unis et la Chine, les droits de douane demeurent supérieurs à leur niveau de début d'année et l'incertitude sur la politique commerciale mondiale reste élevée. La Banque conserve ainsi une approche prudente et n'a pas donné d'indications précises sur la suite du cycle d'assouplissement monétaire engagé en juillet 2024.

Sources : Statistiques Canada et Banque du Canada

Une économie résiliente en dépit d'incertitudes persistantes

Le FMI maintient les anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Ces anticipations s'élèvent à 4,2 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage en-deçà des estimations communiquées en avril, puis à 3,6 % en 2026, chiffre stable. Cette apparente stabilité cache toutefois des situations contrastées ; les États-Unis pourraient subir un taux d'inflation plus élevé suite à la mise en place des nouveaux droits de douane.

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance aux États-Unis. Le PIB progresserait de 1,9 % en 2025 et 2,0 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 1,8 % et 1,7 % en avril 2025. Ce regain d'optimisme procède de l'établissement des nouveaux droits de douane à des niveaux inférieurs à ceux anticipés et d'un assouplissement des conditions de financement aux États-Unis.

Le FMI a également revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la zone Euro en 2025. Celles-ci s'élèvent à 1,0 % contre 0,8 % dans les projections communiquées en avril 2025. Les projections pour 2026 sont stables, à 1,2 %. Cette réévaluation est portée par les bonnes performances de l'économie irlandaise, toutefois peu représentative de l'ensemble de la zone, et par la hausse des anticipations de dépenses dans le secteur de la défense.

En France, le deuxième trimestre 2025 est marqué par une légère accélération de la croissance du PIB, à 0,3 %, contre 0,1 % au premier trimestre, selon les estimations de l'Insee. Cette accélération se fait notamment à la faveur d'un léger rebond de la consommation des ménages. Après s'être établi à -0,3 % au premier trimestre, celle-ci est revenue en territoire positif et s'est établie à +0,1 %. La Banque de France a légèrement revu à la baisse ses anticipations de croissance, à +0,6 % pour l'exercice 2025, suivi d'une accélération en 2026, à +1,0 %.

Au Japon, la vigueur de l'investissement privé atténuée la faiblesse des exportations et de la consommation des ménages. Le FMI a ainsi révisé légèrement à la hausse ses anticipations de croissance de l'économie nippone pour 2025, à 0,7 %, contre 0,6 % en avril. Ces projections restent toutefois inférieures aux prévisions communiquées en janvier 2025, à 1,1 %.

Le FMI a révisé à la hausse ses anticipations de croissance dans les pays émergents. A la faveur d'une activité plus soutenue qu'escomptée et de la réduction des droits de douane mis en place par les États-Unis, la Chine voit ainsi ses prévisions de croissance pour 2025 réévaluées à 4,8 %, contre 4,0 % en avril 2025. L'Inde bénéficie également d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,4 %, contre 6,2 % en avril. Le FMI maintient ses anticipations de croissance pour les économies d'Afrique subsaharienne, du Moyen Orient et d'Asie Centrale en 2025, tandis que celles des pays émergents d'Europe sont revues à la baisse.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directrice de la publication : M. Urban ■ Responsable de la rédaction : L. Claireaux

Rédaction : K. Louise-Alexandrine